

## NOUVEAU GOUVERNEMENT : MIHOUBI REMPLACERA BOUKERZAZA

## Ouyahia, pour la cinquième fois

*Sitôt révisée, Bouteflika promulgue et met en application «sa» nouvelle constitution : depuis hier samedi, la fonction de chef du gouvernement, introduite par Chadli dans le paysage institutionnel, est officiellement supprimée en faveur de l'ancienne formule, celle de Premier ministre.*

**Kamel Amarni - Alger (Le Soir)** - Et c'est sans surprise aucune que Bouteflika «reconduit» celui qui était chef du gouvernement à la tête de l'exécutif. Le Premier ministre, plus précisément.

Ahmed Ouyahia prend ainsi les commandes pour la cinquième fois, lui qui était deux fois chef du gouvernement de Zeroual et autant de Bouteflika. Dans ses «nouvelles» fonctions, Ouyahia aura à coordonner — c'est le mot à la mode — quasiment la même équipe gouvernementale. Le gouvernement, qui aura à préparer la présidentielle d'avril 2009 n'a enregistré, en

effet, qu'un seul changement notable avec le départ de Abderrachid Boukerzaza du ministère de la Communication.

Lequel département lui-même subissait de considérables réaménagements.

Azzedine Mihoubi succède à Boukerzaza avec le portefeuille de «secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la Communication». La dénomination elle-même suffit pour comprendre que c'est Ouyahia qui aura le contrôle de ce secteur sensible qu'est la communication, d'ailleurs à travers l'un de ses plus proches collaborateurs du RND, depuis sa création,



Ahmed Ouyahia, Premier ministre.

et qui était son ancien élève à l'ENA (Ecole nationale d'administration) dans les années 1980. Avec la nomination du désormais ex-directeur général de la Radio et ex-président de l'Union des écrivains algériens et

l'éviction de Boukerzaza, c'est, aussi, le RND de Ahmed Ouyahia qui «subtilise» à son rival, le FLN, un portefeuille auquel l'ex-parti unique a toujours accordé une importance particulière. Le portefeuille de la communication et

celui de l'éducation nationale ont, en effet, constitué des objets de fixation pour l'ex-parti unique lors de toutes ses négociations pour la formation des différents gouvernements sous Zeroual et Bouteflika.

K. A.

## APRÈS LA RÉVISION DE LA CONSTITUTION

## Les islamistes sortent des tranchées

*Sitôt la Constitution révisée dans sa disposition permettant au président Bouteflika de postuler à sa propre succession à la tête de l'Etat, les islamistes, reliquats bigarrés du Front islamique du salut (FIS) dissous, dégagent une initiative, qui une demande en souffrance à satisfaire.*

**Sofiane Aït-Ifilis - Alger (Le Soir)** - L'initiative, si tant le conclave helvétique pouvait en constituer une, est à mettre à l'actif de Mourad Dhina qui, après une longue déambulation en solitaire, semble être parvenu à s'entourer d'une petite compagnie. Vendredi, en effet, l'exilé Dhina eut à se permettre un huis clos avec Abdelhamid Mehri, Lahouari Adi, Ahmed Ben Mohamed, Salah Eddine Sidhoum, Saïd Morsi et Saïd Maïlaoui, les rares, parmi une longue liste d'invités, à avoir honoré l'invitation de la Fondation

Courdoue de Genève pour une conférence autour «du changement politique en Algérie». Le président du FFS et le premier secrétaire national du parti, Aït Ahmed et Karim Tabou, l'ancien Premier ministre Abdelhamid Brahimi et les deux anciens chefs de gouvernement, Ahmed Benbitour et Mouloud Hamorouche, également invités, se sont courtoisement excusés. Ces défections, de taille, si l'on en juge par la qualité et l'aura des absents, n'ont pas empêché que s'accomplisse la messe. Mourad Dhina ne perd pas la «qibla». Il a réussi à convaincre de la rédaction et de la diffusion d'un appel «au changement de la situation en Algérie de manière pacifique, mais en dehors des institutions actuelles». Cet appel, qui s'inspire grandement du contrat national, paraphé à Rome en 1995, officie, à bien y regarder, comme un prologue à une structuration politique future. Et, pendant que Dhina et compa-

gnie dissertaient et peaufinaient leur appel, Ali Benhadj, plus que jamais solitaire dans ses sorties publiques, consignait dans une déclaration ses amours pour une Assemblée constituante qui, selon lui, aura à élaborer une nouvelle Constitution. C'est une manière pas comme une autre de signifier une opposition à la révision partielle de la Constitution qui vient d'être accomplie. L'autre prétendant à la représentation du FIS dissous, accusé de «faits d'armes», Madani Mezrag, l'ancien émir national de l'Armée islamique du salut (AIS) autodissoute, est, lui, revenu à la charge pour reformuler sa demande d'amnistie générale. C'est au demeurant, la principale revendication qu'il n'a de cesse d'exprimer depuis qu'il a déserté les maquis de Jijel. Mezrag, qui se retient de roter une opposition à la révision constitutionnelle d'il y a quatre jours, même s'il feint de regretter qu'elle n'eut pas été pro-

fonde, voudrait, dit-il, que le président Bouteflika parachève le processus de réconciliation nationale. Il voudrait l'entendre la décliner comme action programmatique pour éventuellement soutenir sa candidature en avril 2009. L'ancien chef de l'AIS autodissoute ne rebute pas, il est clair, la fréquentation du pouvoir, pour peu qu'il en récolte des dividendes politiques bien calculés, d'abord l'amnistie générale et accessoirement une autorisation de structurer un parti. Par un tel positionnement, Madani Mezrag se maintient à distance éloignée de Mourad Dhina et d'Ali Benhadj. Ces deux derniers veulent agir en dehors du système, pendant que lui espère toujours pouvoir tirer profit de la fréquentation du pouvoir en place. D'ailleurs, ne rappelle-t-il pas à Bouteflika qu'il peut désormais agir, maintenant que ses prérogatives se trouvent élargies et son pouvoir renforcé.

S. A. I.

## IL A EXHORTÉ BOUTEFLIKA À SE PRÉSENTER EN 2009

## Ziari tente de se positionner

*Le président de l'Assemblée populaire nationale a appelé Abdelaziz Bouteflika à briguer un troisième mandat présidentiel. Abdelaziz Ziari, qui ne dispose d'aucun poste de responsabilité au sein du Front de libération nationale, tente de se positionner à travers cet appel.*

**Tarek Hafid - Alger (Le Soir)** - Abdelaziz Ziari n'a pas perdu de temps. Invité vendredi dernier de la Chaîne III de la Radio nationale, le président de l'Assemblée populaire nationale a exhorté Abdelaziz Bouteflika à se présenter à un troisième mandat. «Nous souhaitons qu'il (Abdelaziz Bouteflika) se présente à un troisième mandat et nous lui demandons de le faire», a-t-il insisté. Reste, toutefois, à savoir en qualité de quoi

Abdelaziz Ziari a lancé cet appel.

Ce ne peut être qu'en son nom personnel puisqu'il ne peut engager l'ensemble des partis politiques qu'il est censé représenter en sa qualité de président de la Chambre basse du Parlement. Bien sûr, tout cela reste théorique. La sortie médiatique de Ziari, qui intervient trois jours après l'adoption du texte portant révision de la Constitution, relève plutôt

du positionnement politique. Il se doit d'afficher ses positions vis-à-vis de certains cercles du pouvoir mais aussi de sa formation politique. A ce titre, il est nécessaire de rappeler qu'il ne dispose toujours pas de poste de responsabilité au sein du Front de libération nationale. Pire, toutes ses tentatives pour siéger au secrétariat de l'instance exécutive se sont avérées vaines. Cette «marginalisation organique» l'a d'ailleurs conduit à se doter de ses propres réseaux dans le parti. Cette action, initiée sur conseil de certains de ses proches, a commencé à prendre forme lors d'une réunion tenue dans la soi-

rée du 20 septembre au siège de l'Assemblée populaire nationale.

Cette rencontre a vu la participation des députés FLN et des mouhafeds de la capitale. A cette occasion, il a été convenu de mettre en œuvre une grande opération de soutien pour un troisième mandat en faveur de Abdelaziz Bouteflika lorsque la Constitution sera révisée.

L'appel «solennel» lancé vendredi dernier par Abdelaziz Ziari peut être considéré comme le coup de starter de cette campagne. Reste qu'une telle initiative risque d'être très mal perçue par la direction du Front de libération nationale.

C'est d'ailleurs ce qui s'est produit au lendemain de la «soirée ramadanesque». Amar Saïdani, qui est toujours responsable des élus au sein du secrétariat de l'instance exécutive, n'a pas du tout apprécié le fait que son successeur à l'APN marche sur ses plates-bandes.

Une position que partage d'ailleurs l'entourage du secrétaire général du FLN qui voit d'un mauvais œil les tentatives de Ziari à faire cavalier seul. A trop vouloir se démarquer, ce dernier pourrait être confronté à une vague d'oppositions. Au FLN, mais aussi à l'APN.

T. H.

VISITE  
DE LA PRÉSIDENTE  
ARGENTINE À ALGERLe nucléaire  
et la promotion  
des investissements  
au menu

Vingt-quatre ans après la dernière visite d'un président argentin en Algérie, Cristina De Kirchner fait ce matin escale à Alger. La présidente de la République d'Argentine arrive directement de Washington où elle a pris part à la réunion du G20. Après sa halte à Alger, elle doit poursuivre sa tournée en Tunisie, en Libye et en Egypte.

Au cours de cette visite, les deux présidents évoqueront, notamment, la coopération en matière de nucléaire civil, sachant que le réacteur de Draria a été mis en place à l'époque par les Argentins et qu'un accord en la matière a déjà été finalisé, il pourrait être ratifié à l'occasion de la visite de la présidente argentine.

Pour évoquer ce voyage, l'ambassadeur d'Argentine, M<sup>me</sup> Bibiana Jones, a organisé hier un point de presse dans lequel elle a considéré que ce voyage est une occasion unique de renforcer la coopération bilatérale.

Accompagnée d'une très forte délégation de 70 hommes d'affaires de «gros poids» et de responsables de PME représentant des secteurs aussi divers que l'agroalimentaire, la santé et l'électricité. Ils prendront part au séminaire qui sera organisé demain au Sheraton pour nouer des contacts avec leurs homologues algériens.

En plus du traditionnel tête-à-tête prévu entre les deux présidents, les ministres des différents secteurs tiendront des séances de travail tandis que l'hôte de l'Algérie effectuera une visite au réacteur de Draria.

Plusieurs accords seront signés à cette occasion dans les domaines de la santé, de la culture et de l'agriculture. Commentant les relations entre les deux pays, l'ambassadeur d'Argentine a estimé que cette année a été très riche dans les relations.

Elle en veut pour preuve la tenue de la commission mixte les 6 et 7 avril dernier, la participation de l'Argentine à la Foire internationale d'Alger et au Salon du livre, les consultations politiques et la mise en place d'un groupe parlementaire d'amitié avec l'Algérie.

Au sujet des échanges commerciaux entre les deux pays, l'ambassadeur a indiqué que l'Argentine est le huitième fournisseur de l'Algérie en huile de tournesol, en lait en poudre et en pièces détachées.

La balance reste, cependant, déséquilibrée puisque les exportations argentines atteignent 900 millions de dollars, tandis que l'Algérie n'exporte que des produits pétroliers.

Ce qui fera dire à l'ambassadeur qu'il serait temps de passer du stade du commerce à celui des joint ventures et de l'investissement.

N. I.